



INITIATIVE AFRICAINE DE PROGRAMMATION ET DE RECHERCHE POUR METTRE FIN À L'ESCLAVAGE (APRIES)

Le trafic sexuel des jeunes femmes âgées de 15 à 30 ans dans la région aurifère de Kédougou

L'Initiative africaine de programmation et de recherche pour mettre fin à l'esclavage (APRIES) logé au Centre de recherche et de sensibilisation sur la traite des êtres humains (CenHTRO) de l'Université de Géorgie vise à mesurer et à réduire la prévalence du trafic sexuel des jeunes femmes âgées de 15 à 30 ans dans la région aurifère de Kédougou, située au sud-est du Sénégal.

Nous avons pour objectif d'identifier les lacunes dans les services et politiques qui peuvent contribuer à réduire la traite et l'exploitation des femmes. Les objectifs de notre projet sont doubles : réduire de façon mesurable la prévalence initiale du trafic sexuel dans les communautés cibles ; et augmenter le nombre des victimes de trafic servies par les partenaires sous-récepteurs chargés de la mise en œuvre.

Le trafic sexuel est un crime et constitue une forme de traite des êtres humains. Au Sénégal, le trafic sexuel a été pénalisé par la loi de 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes. Cette loi interdit toute forme de traite des êtres humains et prévoit des peines allant de 5 à 10 ans d'emprisonnement pour ce crime, au même titre que les peines pour d'autres crimes graves tel que le viol. Bien que la prostitution ne soit pas interdite au Sénégal, elle est réglementée par l'État. Il est également illégal au Sénégal de tirer profit de la prostitution d'autrui en raison du pouvoir que l'on peut exercer sur les personnes.

Le trafic sexuel au Sénégal a été identifié par le Département d'Etat américain, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations non gouvernementales internationales (ONGI) comme étant concentré au sein et autour des sites d'orpaillage, connus en Malinké sous le nom de « diouras », à travers la région de Kédougou, dans laquelle se déroule 98 % de l'activité aurifère du Sénégal.

Les jeunes femmes de nationalité étrangère peuvent faire partie des victimes de la traite sexuelle au sein et autour de Kédougou.

Cependant, le trafic d'êtres humains n'inclut pas toujours un élément de transit, car une victime ne doit pas nécessairement être physiquement déplacée ou transportée d'un endroit à un autre pour qu'elle soit victime de ce crime.



Kédougou en bref

- Population estimée : 172 482
- Groupes ethniques : 23
- Ethnie Peule (ou Foulani) : 31 %
- Ethnie Malinké : 28 %
- Principales langues : Pulaar, wolof, français



Ces activités sont financées par une subvention du Département d'Etat américain (SSJTI18CA0015). Les opinions, résultats et conclusions exposés dans la présente publication sont celles du ou des auteurs ayant contribué à la présente publication et ne représentent pas nécessairement ceux du Département d'Etat américain.

CENHTRO.UGA.EDU
cenhtro@uga.edu
Université de Géorgie
317 Herty Dr. Athens, Géorgie 30606

Observations clés sur Kédougou

L'ÉTENDUE DU PROBLÈME DOIT ÊTRE DÉTERMINÉE

- Les efforts pour lutter contre la traite sont mis au défi par la porosité des frontières, le manque de personnel chargé de l'application de la loi et d'unités spécialisées dans la lutte contre la traite des personnes, le manque de formations en matière de lutte contre la traite des personnes, l'insuffisance des ressources disponibles, le manque d'infrastructures, une collaboration interinstitutionnelle limitée et l'application inadéquate des lois existantes pour poursuivre et punir les auteurs.
- Les points chauds potentiels du trafic sexuel dans cette région se trouvent principalement dans les départements (districts) de Saraya et de Kédougou, où se concentrent la majorité des mines d'or artisanales. La majorité de ces sites sont clandestins et non réglementés.
- APRIES travaille avec un partenaire de recherche pour collecter des données empiriques afin d'établir des statistiques de référence sur la prévalence du trafic sexuel dans les communautés cibles et ainsi mieux comprendre la nature et l'étendue du problème. Ces données permettront d'orienter et d'affiner les programmes des partenaires chargés de la mise en œuvre, de renforcer les capacités techniques et d'orienter l'élaboration des politiques.

LE TRAFIC SEXUEL EST RÉGIONAL ET TRANSNATIONAL

- Les victimes et survivant·e·s de la traite peuvent être des jeunes femmes originaires de la région de Kédougou qui se voient contraintes, trompées ou forcées à l'exploitation sexuelle par des recruteurs et des trafiquants. Ces derniers peuvent profiter des pressions socio-économiques auxquelles sont soumises les jeunes femmes.
- Le développement de l'exploitation sexuelle au-delà des sites d'orpaillage dans le département de Kédougou a été signalé par les parties prenantes locales : les boîtes de nuit et les bars constituent des sites potentiels pour le recrutement et le trafic sexuel. D'autres sites potentiels destinés au trafic sexuel peuvent inclure des maisons closes maquillées en entreprises légales, comme par exemple des salons de coiffure, des services de couture et des restaurants.
- Le trafic sexuel transnational peut être lié au passage clandestin de jeunes femmes migrantes à la recherche d'opportunités économiques et d'emplois à l'étranger. Celles-ci peuvent transiter par des pays voisins comme le Bénin et le Mali, avant d'arriver au Sénégal par divers moyens de transport et munies de faux documents d'identité.
- Les rabatteurs, les réseaux de trafiquants et de prostitution ciblent les jeunes femmes mineures et les femmes de la région et dans l'espace de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les trafiquants promettent souvent à ces dernières des emplois bien rémunérés à l'étranger, pour ensuite leur confisquer leurs documents de voyage en cours de route et les forcer à se prostituer pour regagner leur liberté.

Stratégie

Pour combler les lacunes des politiques et des services, notre programme met en œuvre des interventions s'appuyant sur le paradigme des « 3P » (poursuites, protection et prévention) utilisé et approuvé par le Bureau du Département d'État américain chargé de surveiller et de combattre la traite des personnes (TIP Office). Les premiers résultats et les consultations des parties prenantes font ressortir les besoins suivants.

AUGMENTER LES TAUX DE SIGNALEMENT, D'ENQUÊTE ET DE POURSUITE

Renforcer les capacités et former les unités d'enquête de la police aux dernières techniques d'infiltration et d'enquête en matière de lutte contre la traite des personnes, aux mécanismes de protection de l'enfance et à l'utilisation de toutes les technologies de gestion des données connexes.

Fournir une formation sur la traite des personnes (TIP), la détection des cas et la politique à suivre à l'ensemble des autorités administratives et au personnel chargé des affaires de lutte contre la traite des personnes (selon le cas), y compris les magistrats et les juges de secteur.

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES DE PROTECTION

Mettre davantage de victimes et de survivant·e·s de la traite en contact avec les services d'aide psychosociale et d'assistance médicale appropriés, en travaillant avec les acteurs de la protection de l'enfance tels que le Comité Départemental de Protection de l'Enfant (CDPE).

Mettre en place des programmes collaboratifs adaptés et axés sur les survivant·e·s, avec les services de protection et les Bajenu gox (« marraines de quartier » en wolof) pour encourager les victimes et les survivant·e·s à surmonter leurs peurs, comme la crainte de représailles de la part de leurs trafiquants, et à demander de l'aide.

Concevoir des stratégies mobiles pour atteindre les zones les plus reculées et les sites miniers, en offrant une gamme de services nécessaires, qui peuvent inclure des actions de dialogues et de sensibilisation.

SENSIBILISER AU TRAFIC SEXUEL POUR RENFORCER LA PRÉVENTION

Collaborez avec les victimes et les survivant·e·s, les filles et les femmes à risque, les autorités locales, les dirigeants locaux, les agences gouvernementales et les autres parties prenantes communautaires pour sensibiliser au phénomène ainsi qu'à ses facteurs et pratiques déterminants.

Sensibiliser et former les acteurs locaux et les réseaux de confiance, tels que les enseignants, les travailleurs communautaires et les chefs de village aux rôles qu'ils peuvent jouer pour prévenir et combattre efficacement le trafic sexuel.